



TEXTE 1

Pour la réussite de la gauche, ouvrir la voie de l'autogestion

Le gouvernement de gauche et la crise

En portant le PS au pouvoir, la majorité populaire a manifesté son refus de la dégradation des libertés et de l'autoritarisme de Giscard et sa volonté d'en finir avec le chômage et l'inflation.

La victoire de la gauche intervient dans une période où le capitalisme est plongé dans une nouvelle crise de caractère structurel. Il tente à nouveau de la résoudre par une accentuation de la division internationale du travail et par de nouvelles mutations technologiques (informatique, robotique, bureautique, etc.), solutions qui créent sans cesse de nouvelles contradictions : aggravation du chômage, développement de nouveaux pôles concurrentiels, accroissement des inégalités entre pays riches et pays pauvres.

Face à une telle situation, les social-démocraties se sont généralement illustrées en Europe par des politiques de gestion de la crise dans lesquelles elles tentaient de réaliser le consensus social sur la nécessité de l'austérité.

Telle n'est pas la voie qu'a choisie le gouvernement français. Il y a à cela des raisons profondément liées à la situation sociale et politique de la France : l'importance d'un Parti Communiste devenu partenaire gouvernemental — même minorisé — du Parti Socialiste, la présence dominante au sein de la classe ouvrière de syndicats (CGT et CFDT) non intégrés au système, recrutement militant du PS dans un certain nombre de secteurs de lutte.

Le Gouvernement Mauroy n'est donc pas à l'heure actuelle un simple gouvernement social-démocrate de gestion de la crise. Deux aspects de sa politique doivent en particulier retenir l'attention :

- Sur le plan économique : il tente de réduire le chômage par une politique de relance limitée de la consommation, de création d'emplois dans les services publics et le déficit budgétaire. Bien que le PSU ait fait des propositions différentes, nous ne pouvons ignorer que cette politique économique diffère sensiblement des choix imposés par la bourgeoisie dans les autres pays capitalistes, même si un premier recul a eu lieu à travers les mesures d'accompa-

gnement de la dévaluation.

- Des réformes de structure non négligeables. Les nationalisations n'ont pas été repoussées comme certains, y compris à l'intérieur du PS, le souhaitent. Par ailleurs, la décentralisation, la politique à l'égard des travailleurs immigrés, les libertés, les nouveaux droits des travailleurs (même si toutes ces mesures sont très en deçà de ce que nous avons proposé) pourraient amorcer des transformations significatives.

Toutefois, cette politique s'accompagne de la recherche de compromis avec le patronat et des couches sociales qui peuvent représenter un frein au changement, comme en témoignent, entre autres, des reculs sur la réduction du temps de travail, le nucléaire et la dimension atlantiste de la politique internationale.

Il reste que la bourgeoisie est pour l'essentiel opposée aux principaux aspects de la politique actuelle. Si celle-ci se poursuit dans le sens des réformes annoncées, les contradictions vont s'exacerber entre elles et le pouvoir de telle manière qu'il sera contraint de choisir entre deux voies :

- soit revenir à une politique social-démocrate classique de droite, hypothèse qui n'est pas sans écho actuellement, comme l'a montré le débat sur la « pause »,

- soit mettre en œuvre une politique de rupture progressive avec les contraintes de la gestion capitaliste, ce qui suppose une conception très différente des rapports entre action gouvernementale et dynamique des luttes sociales.

Pour le PSU, une politique économique visant un mode de développement hors des règles du jeu capitaliste ne peut aller sans une généralisation des pratiques et des structures autogestionnaires. C'est pourquoi il lui paraît nécessaire que les travailleurs se saisissent des nouveaux droits — même encore modestes — qu'ils acquièrent afin de les élargir, de renforcer leur organisation collective et d'intervenir sur tous les choix qui les concernent.

En retour, la dynamique populaire ainsi créée constituerait l'appui nécessaire à l'action gouvernementale pour franchir les obstacles qui lui seront opposés par la droite.

La place et le rôle du P. S. U.

C'est à partir d'une double appréciation que nous devons situer notre parti dans la période présente :

— Le gouvernement actuel est un gouvernement de gauche et il se trouve donc en tant que tel affronté à la droite et au patronat. Les succès électoraux de Mai et Juin derniers ne doivent pas être considérés comme des victoires acquises pour 5 ou 7 ans. L'affrontement qui a déjà commencé à l'occasion notamment des négociations pour la réduction du temps de travail ou des nationalisations ne pourra aller qu'en s'amplifiant. Dans ce combat, nous sommes aux côtés du gouvernement.

— En termes de gouvernement, aucune alternative de gauche n'existe aujourd'hui et pour la période à venir au pouvoir actuel. Sa défaite se traduirait, soit par son remplacement par un gouvernement de droite, soit par une politique à la Schmidt menée par l'état-major socialiste. Toute avancée se fera donc dans le cadre de la majorité actuelle, peut-être élargie ou modifiée, mais reposant pour l'essentiel sur les mêmes forces politiques.

Nous devons donc agir pour que l'expérience en cours réussisse. Or la politique économique menée par le gouvernement ne nous paraît pas en mesure d'assurer durablement ce succès (absence de choix clairs à long terme, addition de demi-mesures conjoncturelles, réduction limitée du temps de travail...).

Aussi devons-nous lutter pour un double objectif : assurer une riposte efficace à la droite et contribuer à rapprocher les choix gouvernementaux de nos propres propositions, notamment en ce qui concerne la politique économique et sociale (propositions du PSU sur la réduction du temps de travail).

Dans cette perspective, il est à la fois indispensable que nous soyons une force de proposition vers le gouvernement pour avoir une chance d'y être entendus et qu'un mouvement populaire se développe pour soutenir le pouvoir de gauche dans l'affrontement avec le patronat et la droite et faire sien un certain nombre de nos propositions. Ces deux aspects sont indissolublement liés, leur conjonction peut seule assurer le succès.

En effet, aucune solution durable à la crise ne peut se concevoir sans qu'une mobilisation populaire, force motrice du changement, ne se mette en place pour l'imposer.

Pour y parvenir, le PSU doit nettement comprendre les changements intervenus : le temps n'est plus d'une opposition fondamentale à un pouvoir de droite, le mouvement social et revendicatif a trouvé une dimension politique dans la victoire d'une nouvelle majorité.

Nous voyons aujourd'hui que des attaques déterminées du patronat (fuite des capitaux), que des mouvements sporadiques de mécontentement, que des intérêts catégoriels, peuvent précipiter une déstabilisation favorisant le jeu de la droite.

Le rôle du PSU n'est pas de cimenter une opposition poujadiste ou gauchiste, d'alimenter idéologiquement un front de mécontents, sa tâche est d'éviter la rupture entre le gouvernement de gauche et la dynamique des luttes sociales en favorisant sa prise en compte par le pouvoir. C'est en effet dans une telle rupture que résident les risques d'échec de l'expérience de gauche.

C'est dans cette perspective que nous devons travailler pour le développement du mouvement populaire, définir nos rapports avec le pouvoir et envisager l'Unité Populaire.

L'Unité Populaire

Ce terme d'unité populaire ne saurait se comprendre en dehors de l'effort portant sur l'unité des forces politiques

et syndicales qui restent, qu'on le veuille ou non, les forces motrices du mouvement populaire.

C'est un objectif pour le long terme. L'apport du PSU à cette mutation historique a déjà été très important. Les grandes idées qu'il a mises en avant, la décentralisation, l'autogestion, la nécessité de vivre, produire, travailler, décider autrement, sont aujourd'hui le vocabulaire obligé de la plupart des forces politiques et syndicales.

La division ne pourra céder du terrain que devant une forte pression de la base. Ce travail réalisé par une expérience comme celle d'Union dans les Lutttes a montré la réalité de la dynamique unitaire dans une période de profonde altération des rapports internes à la gauche.

La période actuelle devrait favoriser une nouvelle et plus active impulsion de cette dynamique. C'est le moyen le plus efficace pour mettre fin à la relative passivité dont la persistante division du mouvement ouvrier est l'une des causes principales. Le seul moyen de donner à la victoire de la gauche un caractère irréversible est de conduire jusqu'au bout l'action pour le changement.

Travailler à la réussite d'un tel objectif, c'est pour le PSU revenir à sa vocation essentielle : la rénovation dans l'unité de toutes les forces qui luttent pour le socialisme. Dans cette action, le PSU se renforcera dans la perspective d'un dépassement qui ne sera pas sa disparition dans une entreprise marginale, mais qui coïncidera avec la réunion des principales forces motrices de la transformation sociale.

Notre place dans les institutions

Le PSU appartient à la majorité populaire. Il est solidaire de la volonté de changement politique exprimée par cette majorité, il partage la responsabilité de son succès comme il subirait les conséquences de son échec.

Il a donc pour tâche de mettre en œuvre toutes ses capacités d'action et de proposition pour que la gauche au pouvoir s'oriente vers un socialisme qui tourne le dos aux échecs social-démocrate et stalinien, un socialisme qui s'appuie pleinement sur l'organisation du pouvoir des travailleurs à la base, sur un nouveau mode de développement sur les plans national et international, sur une conception non-étatiste de la socialisation de l'économie, sur une pression sans relâche pour le démantèlement des blocs dont le drame polonais montre une fois de plus la nécessité.

Force est de constater que ceux qui, dans la majorité populaire, se retrouvent sur ces orientations sont peu, voire pas du tout représentés dans les institutions politiques. Cette situation, largement liée au système électoral, prive cette composante de relais dans le pouvoir, et celui-ci d'un élément essentiel pour s'orienter vers l'issue la plus favorable.

Le PSU ne se résigne pas à cette situation. Il est décidé à prendre tous les moyens pour que la majorité populaire soit représentée dans toute son étendue et sa pluralité dans les lieux de pouvoir. Il le fera à travers ses efforts pour la mobilisation populaire comme à travers les prochaines échéances électorales, et tout particulièrement celles qui devraient se dérouler sur la base de la proportionnelle. A travers les possibilités de représentation ouvertes par les nouveaux droits des travailleurs et des citoyens comme dans les pouvoirs constitutionnels.

La question du gouvernement

La participation à un gouvernement issu d'une victoire de la gauche à laquelle nous avons contribué est tout à fait concevable. Elle est même souhaitable dans la mesure où nous serions assurés d'y jouer un rôle efficace. Elle ne sera toutefois envisageable qu'à partir du moment où le PSU aura réuni les garanties politiques de nature à ne

pas le réduire à assurer un soutien sans critique. C'est en ce sens que le PSU est prêt à participer à un gouvernement réunissant les forces de gauche qui s'appuierait sur la mobilisation populaire et s'engagerait à promouvoir des changements significatifs, par exemple à mettre en œuvre une politique extérieure nouvelle indépendante des Américains, le freinage de la course aux armements, des droits réels pour les travailleurs, une vraie politique du partage du travail, etc.

Le PSU fera tout pour que ces conditions voient le jour rapidement, en agissant à la fois vers le gouvernement actuel et en militant pour le développement d'une dynamique de transformation sociale.

Le P. S. U. parti de l'initiative populaire

L'essentiel est pour nous de mobiliser afin que le « changement » devienne une réalité vécue à la base. C'est maintenant que nos axes de contrôle ouvrier et de contrôle populaire peuvent avoir des applications concrètes.

Nous établirons une articulation permanente entre :

— nos propositions à court terme, à vocation d'application immédiate et qui s'expriment notamment en termes de nouveaux droits et de pouvoirs d'intervention des travailleurs, dans les différents domaines sociaux,

— nos propositions à moyen terme qui développent le contenu et la cohérence d'une alternative autogestionnaire, seule véritable issue à la crise.

Le PSU associera en permanence ces deux aspects et apparaîtra comme le parti de l'initiative populaire.

Le PSU se donne comme axes prioritaires d'intervention pour la période qui s'ouvre :

• La conquête de droits nouveaux pour les travailleurs, en particulier dans les PME, condition indispensable de leur participation active au changement dans leurs conditions de travail, dans la gestion des entreprises, dans les

choix des objectifs de production, dans la lutte pour la suppression des disparités, sur les salaires, les primes, les qualifications, etc, entre hommes et femmes.

• Un emploi socialement utile pour toutes et tous, et pour cela le partage du travail et des revenus, la réduction significative du temps de travail vers les 30 heures; nous voulons partager aussi les tâches ménagères et d'éducation des enfants et nous refusons que se règle sur le dos des femmes le problème du chômage (par exemple par la généralisation du temps partiel).

• Les nationalisations qui doivent permettre de constituer un secteur d'avancée sociale importante dans ces domaines. Elles doivent aussi contribuer à la rupture avec la logique de la division internationale du travail.

• Une régionalisation qui permette la participation active des travailleurs et de la population dans toutes les instances de décision, reconnaissant les aspirations des différents peuples de France et ne se limitant pas à une réforme administrative qui consacrerait la confiscation du pouvoir par les notables. Le PSU défendra la volonté des Immigrés de revendiquer eux-mêmes leur droit à la différence. Il mènera une campagne pour la proportionnelle intégrale du suffrage universel à toutes les élections. Le PSU formulera des propositions concrètes économiques et énergétiques sous la forme de projets alter régionaux, en particulier lors de l'élaboration régionale du VIII^e Plan. Il poursuivra la lutte contre la construction des centrales nucléaires et exigera l'application des promesses électorales du Parti socialiste en la matière.

• Le non-alignement qui signifie l'exigence du désarmement nucléaire, même unilatéral, la lutte pour la désagrégation des deux blocs atlantique et soviétique et la redéfinition de nouvelles relations internationales. Le PSU continuera d'affirmer sa solidarité à tous les peuples en lutte pour leurs libertés, et particulièrement aujourd'hui au peuple polonais.

TEXTE 2

Ouvrir la voie de l'autogestion

Malgré le lourd héritage que nous lègue la droite, malgré les nombreuses contraintes économiques internationales et nationales, il apparaît maintenant possible d'inventer une solution à la crise qui soit favorable aux couches populaires et qui permette à notre pays d'instaurer d'autres rapports avec le tiers-monde. La condition est de s'orienter résolument vers un autre type de développement économique et social partant des besoins des hommes et non pas de ceux du profit. Construire une alternative anti-productiviste à caractère autogestionnaire est possible à condition de rompre avec la logique capitaliste du marché international, développer les droits des travailleurs dans l'immédiat pour préparer à plus longue échéance les conditions de l'autogestion (d'abord dans les entreprises nationalisées) ; mettre en avant un développement autocentré permettant à chaque région (sur le plan intérieur), à chaque pays (sur le plan international) d'utiliser prioritairement ses propres ressources, ce qui entraîne :

— l'abandon du nucléaire et son remplacement par les

énergies renouvelables et les économies d'énergie,

— le refus de l'exploitation des pays sous-développés,

— adapter une politique de non alignement avec abandon de l'armement nucléaire.

La crise et le pouvoir de gauche

En portant le PS au pouvoir, la majorité populaire a manifesté son refus de la dégradation des libertés et de l'autoritarisme de Giscard, et sa volonté d'en finir avec le chômage et l'inflation.

La victoire de la gauche intervient dans une période où le capitalisme est plongé dans une nouvelle crise de caractère structurel. Il tente à nouveau de la résoudre par une accentuation de la division internationale du travail et par de nouvelles mutations technologiques (informatique, robotique, bureautique...), solutions qui créent sans cesse de nouvelles contradictions : aggravation du chômage, développement de nouveaux pôles concurrentiels, accroissement des inégalités entre pays riches et pays pauvres.

Si la situation politique a été profondément et favorablement bouleversée par les élections, il en va autrement des rapports de forces sociaux : comment expliquer autrement la médiocrité des accords signés par la plupart des syndicats sur la réduction du temps de travail, ou la faiblesse des initiatives contre la poursuite du programme nucléaire ! La tentation première est d'incriminer principalement la politique du gouvernement, son refus d'affronter la seule opposition structurée ; le patronat. C'est sans doute un aspect important de l'attentisme actuel, mais deux autres causes fondamentales doivent être prises en compte :

— les conditions dans lesquelles la gauche a accédé au pouvoir pèsent encore (poids de la crise, résignation à ne pas bousculer le vieil ordre des choses),

— le PCF, le PS et le Gouvernement ne manifestent encore aucune intention réelle de « construire le changement » par l'intervention active des travailleurs et de la population.

Conséquence : un tête à tête entre le gouvernement et le patronat, lui-même relayé par l'opposition de droite au Parlement et dans les structures de l'Etat. Un rapport de force complexe influant des compromis et des affrontements parties (largement centré au niveau institutionnel), et des « masses » spectatrices. Un risque : le passage à terme, d'un espoir passif à une déception passive chez ceux et celles qui ont cru au 10 mai.

Dès son arrivée au pouvoir, le gouvernement socialiste a amorcé des changements significatifs (décentralisation, libertés publiques et suppression de la peine de mort), et face à la crise, a fixé l'emploi comme objectif prioritaire.

Cette politique est caractérisée par le PS lui-même à son congrès de Valence comme une politique de compromis social. Elle est liée à la volonté affirmée par le Parti Socialiste lors de la campagne présidentielle de n'opérer aucune rupture, aussi bien au plan national qu'au plan international (attentisme). Elle conduit le Gouvernement à reculer face aux exigences du patronat et des « hauts revenus » dans une série de domaines décisifs : réduction du temps de travail, impôts sur les grandes fortunes, contenu des nationalisations, hiérarchie des salaires. Elle explique le non-respect des promesses électorales, notamment dans le domaine nucléaire. Elle se manifeste par le maintien d'une vision productiviste du développement économique et social et l'absence de modifications fondamentales des rapports de la France avec les pays du tiers-monde.

A terme l'acuité de la crise mettra le pouvoir socialiste devant le choix, ou de renouer peu ou prou avec la politique du gouvernement précédent, ou de mettre en avant une suite de ruptures avec la logique capitaliste : réduction massive du temps de travail, réduction importante de la hiérarchie des salaires, contrôle populaire sur les prix, droits nouveaux pour les travailleurs et les travailleuses, politique active de non-alignement, politique énergétique décentralisée faisant appel aux énergies renouvelables, refus de la force de frappe.

Des possibilités de changer la politique du pouvoir, d'atteindre de premiers objectifs de transformation existent. Elles sont données :

— Dans les aspirations profondes des masses populaires qui commencent à se manifester dans une série de conflits. C'est en effet dans la mesure où les travailleurs qui ont voté Mitterrand interviendront directement sur la scène

politique qu'une véritable avancée pourra se manifester.

— Les mouvements de ce type ne manqueraient pas d'avoir des répercussions au sein du PS qui a lui-même traversé le courant critique par rapport à la politique de compromis et aux options internationales qui la conditionnent.

— Au plan international, les puissants mouvements qui se développent en France occidentale contre l'arme nucléaire et pour le non-alignement, et qui atteignent les partis socio-démocrates, sont des points d'appui dans l'action pour un changement de politique en France.

La démarche institutionnelle du PSU

Les institutions politiques (locales, et régionales, nationales) ne sont pas neutres et ont été mises en place pour assurer la pérennité du capitalisme et l'aide à surmonter certaines de ses contradictions. La plupart du temps, ces institutions sont à l'opposé de l'autogestion, ainsi les institutions de la V^e République imposent des règles de gestion politique incompatibles avec les arbitrages politiques et décentralisés qui seuls permettraient la construction d'une dynamique unitaire et solide. Le PSU doit donc à la fois utiliser les institutions (car elles donnent des moyens d'action) et les remettre en cause. Cette remise en cause ne peut venir en général que grâce à une action de l'extérieur qui souvent a besoin d'un appui à l'intérieur même de l'institution.

Le PSU peut revendiquer sa participation à tous les niveaux institutionnels y compris gouvernemental, mais doit choisir les niveaux de sa présence en relation avec le développement d'un mouvement populaire qui permette :

- d'affaiblir le pouvoir de la bourgeoisie,
- de renforcer l'influence du courant autogestionnaire vis à vis des autres tendances du mouvement ouvrier,
- de garantir l'expression autonome du Parti.

La place du PSU : autonome et unitaire

Il nous faudra gérer une double contradiction apparente :

- situer notre action dans le cadre de la majorité populaire qui a fait gagner la gauche aux élections, mais, parallèlement garder notre autonomie par rapport aux orientations gouvernementales,
- nous appuyer sur des aspirations (anti-productivisme, refus de la hiérarchie, du centralisme) à un changement radical de société, donc contradictoire avec le projet du PS, pour les traduire en propositions et actions à vocation unitaire, car nous sommes solidaires de l'expérience de gauche, et son échec serait aussi le nôtre.

Ni noyau d'une opposition de gauche, ni force d'appoint au Gouvernement et au PS : dans les mois qui viennent, nous devons être capables de pratiquer une véritable politique d'unité conflictuelle.

— Unité contre la droite et les patrons, unité pour peser sur la politique gouvernementale dans un sens autogestionnaire,

— Critique et opposition lorsque le Gouvernement mènera une politique opposée aux intérêts et à la liberté d'actions des classes populaires.

A la base contrôle ouvrier et populaire

Nous devons encourager la pratique qui veut ne pas attendre le changement d'en haut (contrôle populaire, goût du collectif ou du constructif).

Ces expériences de contrôle et de démocratie directe peuvent consolider un pouvoir de gauche contre la bourgeoisie mais peuvent aussi être contradictoires face à ce même pouvoir. Ainsi, à travers de telles démarches, s'ébaucheront de nouveaux rapports humains et sociaux, un nouvel état d'esprit vis à vis de la politisation à partir du vécu. Enfin ces luttes, ces débats seront autant de ruptures dans l'ordre capitaliste vers une autogestion non plus « utopie de l'esprit » mais nécessité réalisable, l'unité populaire s'exprimera à travers comités, associations, conseils d'atelier et de bureau, cela permettra aussi de lier une politique autogestionnaire et un cadre unitaire. Les forces populaires, les travailleurs seront collectivement acteurs et non plus spectateurs. C'est notre ligne stratégique essentielle.

Sur l'ensemble des secteurs d'intervention, le Parti possède un très large accord programmatique. Aussi ne détaillerons-nous que quelques exemples.

• *En Agriculture :*

— contrôle sur la destination des sols, entre autres par la lutte contre le cumul des terres qui permette l'installation de nouveaux agriculteurs,

— lutte pour un revenu garanti aux petits et moyens agriculteurs par une politique de quantum déterminée par production et par régions.

• *En Entreprises :*

— Les partis de gauche prennent en compte dans leur programme un certain nombre d'exigences des travailleurs. Il faut en contrôler l'exécution, s'organiser pour lutter contre les résistances de la droite, et même procéder directement à l'application des mesures prises en faveur des travailleurs. A terme, il s'agira d'aider à la constitution d'organes nouveaux de pouvoir des travailleurs, quelque soit la taille et la nature des entreprises concernées (publiques, privées). Afin que la réduction du temps de travail soit efficace, il faut que les travailleurs bénéficient d'un droit de regard sur l'embauche et que le problème du chômage ne se règle pas

sur le dos des femmes, refuser la généralisation du travail à temps partiel.

Lutter contre le pouvoir du capital c'est aussi lutter contre l'idéologie qu'il véhicule, les rapports sociaux qu'il impose, les cellules de base qui permettent la reproduction de ces rapports (famille patriarcale) : la vie de travailleurs(scs) ne s'arrête pas aux portes de l'entreprise.

Construire l'alternative

Le PSU doit mettre en avant des propositions de transformation autogestionnaire à moyen terme qui puissent dynamiser le mouvement populaire, projets alternatifs à l'échelle d'une région, d'une localité, d'une activité.

Il doit faire également des propositions à court terme applicables aujourd'hui par le gouvernement et susceptibles de traduire même de manière limitée, les aspirations à vivre et travailler autrement (participation aux travaux de commissions ministérielles, élaboration de projets de loi...).

Quatre campagnes nationales pour le PSU dans l'année qui vient

Dans les mois qui viennent nous devons orienter principalement notre activité sur les objectifs suivants :

— désarmement, non alignement, refus des blocs ;

— réduction du temps de travail, droits nouveaux des travailleurs dans l'entreprise ;

— lutte pour un nouveau type de développement (réduction des inégalités, anti-productivisme, nouveaux rapports avec le Tiers-Monde).

En outre, en particulier dans le cadre d'une bataille politique pour le droit d'expression des courants politiques minoritaires, une de nos tâches sera d'assurer la présence du Parti aux élections locales et régionales, et mener une bataille pour l'application de la proportionnelle intégrale.

Résultat des votes

Mandats	A	B	C	D	E	Abst	NPPV
1420	275	141	289	173	485	39	18
4014	609	293	946	472	1443	144	107
5460	885	449	1235	656	1928	197	125
% Votants	A	B	C	D	E	Abst	NPPV
	16,27	7,99	22,73	11,87	35,48	3,37	2,30
% Exprimés	A	B	C	D	E		
	17,25	8,47	24,09	12,58	37,61		

Rapport d'activité

	Pour	Contre	Abst.	NPPV
5345 Mandat.	2013	502	1188	1641
%	37,66	9,39	22,23	30,70

Commission statutaire

	Pour	Contre	Abst.	NPPV
5345 Mandat.	3092	80	361	1812
%	67,84	1,49	6,75	33,90

Vote final

	Texte 1	Texte 2	Abst.	NPPV
Mandats	2988	1940	453	82
%	60	40		

COMMISSION



Commission Organisation

Le Congrès a organisé son travail autour de trois axes :

- D'une part, nos propositions sur les structures et les statuts du parti,
- D'autre part nos propositions sur la presse, l'information interne et les cotisations qui permettent de financer notre presse,
- Enfin, nos propositions sur le Secteur Jeunes du PSU puisque celui-ci devient statutaire à l'issue du Congrès.

I Statuts et structures

1. Statuts :

(cf texte sur les structures dans ce numéro de TS).

2. Elus municipaux :

Le parti, dans son ensemble, prend mal en charge l'action municipale. Nos conseillers municipaux sont donc conduits à naviguer entre deux écueils : s'enliser dans la gestion quotidienne en perdant de vue les perspectives politiques ; se contenter de mener une action propagandiste au sein des conseils municipaux. Si bien que nous sommes loin de tirer tout le bénéfice politique de notre présence dans ces institutions.

Il est donc nécessaire de mieux prendre en compte ces problèmes dans les sections et d'assurer un soutien efficace au plan national.

Nous proposons :

a) de dresser pour le mois de juin un bilan de notre activité municipale depuis 1977. Ce bilan, mené dans les sections, sera préparé par le compte rendu du Congrès, enrichi par un Courrier du PSU (mars-avril), conclu par une réunion des secrétaires fédéraux (en mai) élargie aux élus et aux commissions intervenant sur des secteurs concernant directement l'action municipale. Il sera par ailleurs possible d'organiser cet été un stage sur ces questions.

b) Un permanent national, une commission, un bulletin, une rubrique régulière dans TS, un responsable par section.

3. Texte 50/50

Le texte 50/50 a obtenu la majorité lors de ce congrès. Nous y voyons une volonté politique majoritaire dans le parti d'atteindre cet objectif au plus tôt. Il est demandé aux courants et aux fédérations de traduire dès ce congrès cette volonté lors de la désignation de leurs candidat(e)s à la DP et au BP.

Nous soumettrons la répartition égalitaire 50/50 — sous forme de modification statutaire — au vote du prochain congrès.

Pour le moment, il est inscrit à l'article 21 des statuts qu'il est demandé impérativement au moins 35% des femmes dans les instances. Aussi demandons-nous que, dans le cas où ce quota ne serait pas atteint lors de l'élection de la DP ou du BP, le scrutin soit invalidé et renouvelé jusqu'à ce que les statuts soient appliqués.

En ce qui concerne la vie locale, la représentation des

femmes sera au minimum proportionnelle au nombre d'adhérentes dans les sections, les fédérations, les régions, sans perdre de vue que l'objectif à atteindre est la répartition égalitaire 50/50 des responsabilités.

4. Permanents régionaux

Pour des raisons d'efficacité politique et de fonctionnement décentralisé du parti, la nécessité de disposer de permanents régionaux est fortement ressentie.

Même si l'on peut espérer un soutien ponctuel du national, on se heurtera rapidement à des obstacles financiers. D'où la nécessité de trouver d'autres ressources que les cotisations (circuits courts, librairie, etc).

Un document est en cours de préparation sur les possibilités d'« emplois d'initiative locale ». Enfin, peut-être ne faut-il pas négliger le rôle que peuvent jouer les secrétaires des élus.

5. Création d'une Commission Administrative

Depuis 2 ans, les activités financières et commerciales du parti ont connu un important développement. Cela nécessite la création d'une Commission Administrative, sorte de conseiller économique-technique du parti sur ces questions. Elle serait obligatoirement consultée. En cas de différends persistants, la DP trancherait.

Le Trésorier national en serait le responsable, y participeraient également deux ou trois membres de la DP et les responsables des sociétés liées au PSU : Syros, SNPP, SCI Borromée...

II. Presse, Information interne et cotisations

Traitant à fois de la presse et de son financement, nos critiques et les propositions qui en résultent vont dans le sens d'une recherche d'un meilleur rapport efficacité/prix dans notre intervention médiatique et informative (information interne et externe du PSU).

A. Presse et information interne

- Tribune Socialiste :

D'entrée de jeu a été rejetée toute proposition de transformation de Tribune Socialiste en hebdo-magazine : cette formule s'est révélée par le passé à la fois chère et peu rentable sur le plan de la diffusion externe.

La formule actuelle (TS Mensuel + TS Hebdo) nous semble — à quelques tempéraments près — plus intéressante.

— En ce qui concerne TS Hebdo, le bilan paraît globalement positif. Mis à part quelques problèmes d'acheminement, TS Hebdo remplit bien sa fonction de circulation de l'information interne au PSU.

— En ce qui concerne TS Mensuel, le bilan est beaucoup plus mitigé. En effet, l'investissement semble fort important sur le plan financier (50.000 F par numéro, contre 15.000 F pour l'hebdo) et militant (ventes militantes fort peu efficaces), pour un résultat fort maigre quant à la diffusion effective du Journal (500 TS diffusés en dehors des

COMMISSION



abonnements). En fait l'audience du Mensuel se limite à une frange de sympathisants très motivés mais peu fidèles.

Nous faisons donc, quatre propositions au Congrès :

- La couverture en quadrichromie coûte très cher (20% du coût total) et ne permet pas une meilleure diffusion du journal. Pourquoi ne pas la remplacer par une couverture en deux couleurs (avec un graphisme adapté à cette formule) ?

- Chaque TS Mensuel traite généralement, en plus des articles d'actualité ou culturels, d'un thème précis (neutralisme, énergies nouvelles, régionalisme...). La pagination du Mensuel pourrait présenter ce thème sous forme de dossier intérieur, détachable avec une première page en deux couleurs ce qui permettrait de récupérer ce dossier sur les invendus et de le diffuser dans les manifestations, débats, stages de formation, centrés autour du thème traité.

- Afin de fidéliser le lecteur au Mensuel, il serait possible de proposer des cartes de sympathisants comprenant l'abonnement à TS Mensuel et une petite ristourne pour la Fédération (dans l'Ain, de telles cartes sont vendues pour la somme de 100 F par an).

- Enfin, il faut rendre TS lisible par un auditoire large, les articles doivent être plus journalistiques. A cet effet, il convient absolument de renforcer l'équipe de rédaction (actuellement un demi-permanent et une secrétaire).

- Information et formation interne

Le Courrier du PSU : c'est un facteur important de démocratie dans le parti, mais la multiplication des articles individuels a rendu l'investissement financier très lourd (90.000 F pour les 3 Courriers portant sur le Congrès).

Des propositions pour réduire cette inflation de textes sont faites à la Commission, mais ne satisfont pas l'ensemble de celle-ci :

. Les contributions devraient être, soit signées par un minimum d'adhérents (2 au moins), soit obtenir l'aval du bureau fédéral pour être diffusées.

. Proposition alternative : Les contributions devraient être réduites impérativement à un maximum de signes.

Problème des dossiers : le congrès déplore la quasi disparition du PSU-Documentation dont la nécessité paraît évidente pour l'information et la formation des militants, mais ressent la nécessité d'un outil plus souple. D'où deux types de propositions :

. Une parution régulière des PSU-Doc doit être assurée, à cette fin, il est demandé aux secteurs de s'y intéresser d'un peu plus près,

. Une diffusion d'argumentaires est actuellement envisagée, sous forme de fiches recto/verso classées par rubriques et sous rubriques, réactualisables. Celles-ci traiteraient de grands thèmes mais aussi de thèmes de détail en analysant les faits (d'un point de vue sociologique, économique, juridique), les positions des partis de gauche et associations concernées, les positions du PSU (ou les positions alternatives si celles-ci sont en débat), et en y adjoignant une bibliographie sommaire. Ces fiches pourraient être diffusées soit par l'intermédiaire de Directives, avec reproduction éventuelle par les fédés, soit par l'intermédiaire de TS Hebdo. Cette formule ne pourra fonctionner que sur la

base d'un travail des secteurs.

Problème de la formation en général : afin de donner corps à ces différentes propositions, nous proposons qu'une commission sur la formation se constitue au sein de la DP. Elle devrait travailler en particulier sur les possibilités légales pour le CPFS d'être officiellement reconnu comme organisme de formation, ce qui permettrait aux stagiaires de bénéficier des congés d'éducation ouvrière.

B. Presse et information externe

Un travail vis à vis des médias (écrits et audiovisuels) est essentiel pour un petit parti comme le nôtre, l'expérience de la campagne présidentielle est à cet égard édifiant. D'où 3 types de propositions :

- Au niveau national, il nous faut un permanent qui soit chargé des relations avec la presse. D'autre part, une lettre hebdomadaire du PSU (une page recto/verso) devrait diffuser nos positions sur l'actualité auprès des journaux nationaux et régionaux, auprès des « leaders d'opinion » (associations, groupes de pression...) et être envoyée aux fédérations pour assurer le suivi auprès de la presse régionale.

- Au niveau régional, un camarade dans chaque fédé doit suivre personnellement les problèmes de presse et assurer les contacts et relations nécessaires dans la presse régionale. A cet effet, des stages de réflexion et de formation doivent être organisés nationalement pour former ces camarades aux relations publiques, à la rédaction de communiqués de presse, etc.

- Enfin, les médias audiovisuels ne peuvent plus être négligés. A cet effet, un débat est nécessaire dans l'ensemble du parti sur ces problèmes de l'audiovisuel (quel type de service public ? quel financement pour les radios libres ?). En tout état de cause, il nous semble nécessaire de travailler avec ou dans les radios libres existantes lorsque celles-ci apparaissent suffisamment pluralistes. D'autre part, il faut exiger dans chaque fédération, des radios et télévisions locales du service public, soit un temps d'antenne pour la fédé du PSU, soit une participation aux débats et aux émissions politiques de ces stations.

C. Le financement : le problème des cotisations

Le taux actuel des cotisations est à l'évidence un frein à l'adhésion, les sympathisants perçoivent mal les problèmes de trésorerie du PSU. D'autre part, ce taux pousse un bon nombre de militants à réviser en baisse leurs déclarations de revenus. Cette situation nous semble anormale, un certain nombre de propositions sont donc faites qui ne remportent pas l'adhésion de l'ensemble de la commission :

- Le barème proposé devrait être révisé en baisse. Il est rappelé toutefois que ce barème est seulement indicatif et que rien n'empêche les sections ou fédérations de l'aménager suivant les problèmes individuels de tel ou tel adhérent.

- d'autre part, rien n'empêche certaines fédérations ou sections de payer une part de la cotisation ou de l'abonnement à TS pour les chômeurs, les jeunes et les étudiants.

- certains proposent d'instituer une cotisation spéciale première adhésion à un tarif plus bas ou — comme dans l'Ain

COMMISSION



— une cotisation spéciale sympathisant.
- enfin est abordé le problème des personnes à charge, certains proposant que la déduction par enfant à charge soit calculée non pas en valeur absolue mais en part (cette dernière proposition est fortement contestée au sein de la commission).

///. Secteur Jeunes

A. Structures, moyens de fonctionnement

— Organe de décision du secteur : AG nationale. Election d'un secrétariat ou collectif du secteur, pour l'animation et les tâches administratives.
— AG fédérales : préparent l'AG nationale.
— Groupes locaux étudiants, lycéens, etc, reliés aux sections du parti,

B. Thèmes d'intervention

1. Travail formation,
2. Jeunes et armée,
3. Problème de la non féminisation du secteur (intervention nécessaire sur des problèmes tel que l'avortement chez les mineures),
4. Rapport à la famille, autonomie financière,
5. Les jeunes et le pouvoir, les pouvoirs, dans la société,
6. Statut juridique du jeune dans la société (extension des droits).

Il s'agit d'une liste non exhaustive.

C. Mode d'intervention

1. Journal,
2. Radios libres,
3. Tracts, affiches, avec forme et contenu, à élaborer avec davantage d'originalité et d'humour...
4. Concerts,
5. Apparition originale dans les manifs,
6. Campagnes communes avec d'autres organisations et mouvements intervenant sur la jeunesse et les syndicats ouvriers.
7. Fêtes,
8. Brochures,
9. Bande dessinée comme mode d'expression politique.

D. Information

— Information entre les jeunes du parti par des correspondantes dans toutes les fédérations,
— Information entre secteur jeunes, autres secteurs et commissions du parti, organes nationaux et fédéraux du parti.
— Utilisation de la presse du parti.

E. Formation

— Par le secteur Jeunes en direction des jeunes adhérents du Parti (nécessité d'élaborer un contenu, une documentation),
— Demande au parti, en tant que tel, d'une meilleure formation et participation à l'élaboration d'un dossier d'accueil.

Commission Election

I. Bilan de l'expérience municipale

Des élus de toutes les régions étaient présents lors de la discussion en commission.

Malgré la diversité des situations, il n'y a pas eu de divergences notables sur les expériences municipales.

Le ou les mandats ont été difficiles à assumer, personne ne voudrait le reconduire dans les mêmes conditions, mais dans l'ensemble, le bilan est globalement positif et s'il fallait le refaire, ils le refiraient.

L'échec de la Fédération des Elus Autogestionnaires montre à quel point l'usure des militants a été générale.

Les élus du PSU estiment qu'ils n'ont pas été pris en charge par le parti ni matériellement, ni politiquement et que par contre ils ont été récupérés trop souvent par le PC ou le PS.

• Les raisons des difficultés

Après l'enthousiasme de l'élection, les élus se sont trouvés isolés, submergés pour le travail municipal, abandonnés trop souvent par les sections, les fédérations et le parti. Les négociations avec les partenaires de gauche avaient porté sur les plates-formes communes, mais les moyens matériels et les responsabilités, la présence au bureau municipal en particulier, n'avaient pas été pris en compte dans la plupart des cas.

La compétence des employés municipaux, adhérents au PSU, n'a pas été suffisamment utilisée.

Le pouvoir énorme du Maire a permis trop souvent la récupération de notre travail.

• Les points positifs

Mal préparés et mal épaulés, les élus estiment quand même avoir utilisé leur mandat pour l'avancée de pratiques autogestionnaires.

La mise en place de commission de quartier de commissions extra-municipales a permis à la fois, la formation d'autres militants aux pratiques municipales, les contacts avec de nombreuses personnes intéressées par nos idées.

Bien souvent les retombées de ces pratiques ont permis à la population de comprendre les mécanismes de décision et lui donner l'envie d'intervenir dans la vie de la cité.

L'action des élus du PSU, la plupart du temps bien relayée par les associations a bien montré les différences d'objectif de notre parti avec ceux du PS et du PC plus soucieux de faire valoir leurs orientations que de comprendre les demandes ou même d'expliquer leur choix.

De plus, même si la presse n'a pas toujours repris leurs interventions, les élus ont servi de relais privilégié dans la diffusion des thèses du PSU à travers les médias.

Là où il y avait des élus, les sections du PSU se sont maintenues ou ont progressé et des militants se sont formés

COMMISSION



aux pratiques concrètes de la politique sur le terrain.

• *Perspectives dégagées pour les élus du PSU*

Même si la démonstration n'a pas été toujours facile, la pratique des élus a permis la prise de conscience de certains choix à l'intérieur du parti.

Il apparaît souhaitable de ne prendre en charge que quelques secteurs dans la vie municipale lorsque le nombre de conseillers n'est pas important.

La formation des élus et la mise en place d'une équipe intégrée dans la vie locale apparaît comme un préalable à l'action du parti dans ce domaine.

L'aboutissement d'un processus de prise de pouvoir dans une commune peut demander dix ans.

De telles actions ne sont possibles que si le PSU prend en charge pas seulement la préparation des élections, mais aussi les élus et la responsabilité de leur action.

Il faut définir un statut de l'élu PSU.

// *Les cantonales et les législatives partielles*

• *Législatives partielles*
(cf annexe).

• *Cantonales*

L'unanimité s'est réalisée sur l'inutilité de se présenter là où le PSU n'apparaît pas. 20 conseillers généraux servent-ils mieux le PSU que 250 candidats avec au plus 1 ou 2 élus ? Cette question liée au problème de l'attitude du PC et du PS sur la proportionnelle, nous amène à proposer au vote du Congrès deux textes (voir annexe), un pour rechercher un accord avec le PS et le PC pour des candidatures uniques, l'autre pour faire une campagne autonome immédiatement.

Signalons qu'en cas d'accord avec le PS ou le PC, des compromis seront à assumer par l'ensemble du parti. (Pas d'élus boucs-émisaires). Ces élections auront lieu les 14 et 21 mars 1982.

/// *Conférence nationale et Municipales 83*

Pour définir nos positions sur les municipales et régionales de 83, nous proposons au Congrès la tenue d'une conférence nationale en avril 82. (Voir annexe). Nous souhaitons la mise en place d'une commission qui pré-

pare cette conférence mais considérons que les sections et les fédérations doivent être une force de proposition pour cette conférence et les échéances à venir. Pour cela elles doivent préparer le bilan des expériences municipales, mettre en place des commissions vie locale et prendre tous les contacts jugés nécessaires.

Nous souhaitons que pour ces élections, le parti prenne ses responsabilités, dégage des moyens et prenne en charge les élus (municipaux et régionaux) après leur élection. Nous sommes favorables à l'élaboration d'une charte communale qui permette de cristalliser autour du PSU le courant autogestionnaire.

Annexe au rapport de synthèse

Propositions soumises au vote du Congrès

1. *Législatives partielles*

Le PSU demande à chaque fédération de présenter un candidat dans chacune des 3 circonscriptions, (Paris, Marne, Provins, à l'exclusion de la 12^e circonscription de Paris).

2. *Cantonales*

La présence du PSU dans les institutions est une donnée politique réaffirmée lors de ce Congrès.

L'accès à ces institutions, du fait des scrutins majoritaires nous en est encore interdit.

Face aux projets politiques du pouvoir de rétablir les scrutins à la proportionnelle, ce qui ne sera pas fait pour les élections cantonales de 1982, nous engageons le PSU à rechercher une négociation à tous les niveaux avec nos partenaires de la gauche afin de réaliser concrètement un accord pour un partage à la proportionnelle des cantons renouvelables, sur la base minimum d'un canton gagnable pour le PSU dans chaque département. Ceci n'interdisant pas la présence dans d'autres cantons du département des candidats du PSU.

Dans les départements où l'accord ne pourrait se faire, le PSU présentera le maximum de candidats.

3. *Conférence Nationale en avril 82*

Commission Campagnes et Actions

Outre les axes d'intervention prioritaires repris dans la résolution politique majoritaire, le Congrès s'est prononcé sur les campagnes et actions suivantes.

I. Droits des travailleurs

Depuis de nombreuses années, le PSU a contribué à faire apparaître les mots d'ordre de contrôle ouvrier, d'autoges-

tion, de conseils d'atelier et de service ; ils ont actuellement peu de contenu concret ; le PSU doit maintenant préciser ses propositions dans ce domaine.

Pour que le changement de gouvernement bénéficie à tous les travailleurs, en particulier dans les petites et moyennes entreprises, le PSU proposera des objectifs permettant l'unification de la classe ouvrière et le renforcement de son pouvoir.

COMMISSION



Parmi ces objectifs unifiants figurent principalement le partage des revenus et du temps de travail ; le contrôle ouvrier sur les conditions de travail, la gestion des entreprises, les choix des objectifs de production ; la conquête de l'égalité des droits pour tous les travailleurs quelle que soit la taille de l'entreprise.

Le Congrès prend en considération le texte intitulé : « Droits nouveaux des travailleurs » qui a été discuté à la Conférence Nationale Entreprises d'octobre 81, et qui a été publié dans *LUTTES* par la CNE, et demande que ce document soit rendu public à la fin du Congrès.

Il est urgent en effet de profiter des débats nationaux sur les ordonnances sociales et sur le rapport Auroux pour faire connaître nos propres propositions.

Le congrès donne mandat à la direction politique et au bureau politique de porter immédiatement ce document à la connaissance du parlement, du gouvernement et des organisations syndicales.

Le PSU doit engager dès maintenant une campagne d'actions et de propositions dans les entreprises tant publiques que privées autour des objectifs suivants :

- limiter l'insécurité et l'arbitraire patronal,
- libérer l'expression des travailleurs dans les entreprises,
- réduire la durée du travail,
- lutter, contre les licenciements économiques,
- conquérir de nouveaux droits pour la protection de la santé au travail,
- renforcer les institutions de prévention hors de l'entreprise (médecine du travail, inspection du travail).

Cette campagne sera menée de la façon suivante :

1-Chaque fédération rencontrera les Unions Départementales et Locales des syndicats ouvriers et les syndicats de branche ainsi que les comités d'entreprises, pour faire connaître nos propositions.

Elle s'adressera directement aux travailleurs par les divers moyens d'expression (tracts, affiches, etc.), ces moyens seront adaptés aux situations concrètes que vivent les travailleurs sur leurs lieux de travail, ces moyens viseront à montrer que nos propositions permettent d'avancer dans la voie du contrôle ouvrier et de l'autogestion.

La Commission Entreprises est chargée d'engager un travail d'adaptation au secteur public et nationalisé du document sur les droits nouveaux des travailleurs.

//. Nationalisations

*Nationaliser pour un renouveau économique
des régions*

Nationaliser pour créer des emplois

*Nationaliser pour étendre les droits
des travailleurs*

Aujourd'hui il nous semble important de mener campagne sur les thèmes prioritaires suivants :

- Que les nationalisations ne se résument pas à un changement de propriétaires (des patrons privés à l'Etat).
- Qu'elles s'accompagnent d'une autre politique économique dans le cadre d'un désengagement de la division

internationale du travail. (Exemple : la nationalisation actuelle de la sidérurgie se résume à la reconnaissance juridique de la participation majoritaire de l'Etat dans le capital de ces entreprises, mais le plan de restructuration dans le cadre européen et mondial n'est pas remis en cause et poursuit des dégâts, en même temps que les gains de productivité se font uniquement sur le dos des travailleurs qui ne voient par ailleurs aucune amélioration de leurs droits avec leurs organisations syndicales). Ce qui suppose de nationaliser, en plus des maisons-mères, les filiales stratégiques pour cette autre politique économique.

● Elles doivent permettre une autre politique de l'emploi par la réduction du temps de travail pour la création d'emplois.

● Elles doivent permettre des nouveaux droits pour les travailleurs et leurs organisations (conditions et organisation du travail, contrôles... (voir autre rapport).

Ces points s'appliquent aux entreprises nationalisées actuellement et à celles qui étaient déjà nationalisées.

Il est très important que les travailleurs des PME, notamment sous-traitantes, de ces entreprises nationalisées bénéficient des acquis (emploi, droits nouveaux...) des travailleurs des nationalisées. Ces points doivent être pris en compte sous le contrôle des travailleurs et de leurs organisations syndicales dans les marchés passés entre PME sous-traitantes et nationalisées.

III. Travail marchand, travail non marchand *Partager le travail, oui ! Partager quel travail ?*

Les 35 heures vers les 30 heures, nous sommes tous d'accord au PSU mais cette revendication ne s'adresse aujourd'hui qu'aux salariés du secteur public et privé.

Que représente cette revendication pour tous ceux et surtout toutes celles qui travaillent sans salaire : femmes au foyer, bénévoles, militants et militantes...?

• *Quelques constats*

La production non-marchande des femmes à la maison représente 25% du produit national brut. Depuis le début du capitalisme l'institution familiale, première cellule du système, permet aux patrons de maintenir l'exploitation des femmes à la maison par le sursalaire des hommes (ou des heures supplémentaires). Lorsqu'une personne, homme ou femme, vit seule elle est une aberration économique et il faudra lui prendre ce sursalaire sous forme d'impôt par exemple. D'autre part, alors qu'il y a deux millions de chômeurs, de nombreux travailleurs et travailleuses assurent bénévolement une multiplicité de tâches sociales : gestion d'équipements sociaux, animation, militantisme syndical et politique, etc.. sans parler de la double journée pour la majorité des travailleuses.

• *Nos propositions*

Elles sont issues d'une considération politique fondamentale : partager le travail aujourd'hui c'est partager l'ensemble du travail socialement utile et pas seulement le travail marchand. D'autre part, partager le travail c'est redéfinir le contenu de ce travail.

COMMISSION



1. Mesures visant à mettre fin au bénévolat social non rémunéré :

— Développement d'équipements collectifs permettant la socialisation progressive de l'éducation des enfants, libérant ainsi les femmes et les hommes pour un emploi correspondant à leur qualification.

— Reconnaissance de l'utilité de certaines tâches : animation, gestion d'équipements,... en créant des emplois correspondants.

2. Changer le contenu du travail : reconnaître le droit, dans le cadre des 35 heures, du cumul d'un travail de production et d'un travail social. (Ex. 20 h en usine et 15 h dans une crèche).

3. Intégrer progressivement dans le circuit de l'emploi, toutes celles et ceux qui ont exercé un travail bénévole et socialement utile et qui se retrouvent seuls et sans revenus suffisants. Ainsi une femme divorcée, une veuve., doit bénéficier du droit au travail et du droit à une ouverture sociale dans les mêmes conditions que les autres travailleurs.

Ces propositions doivent permettre d'ouvrir le débat sur un domaine relativement délaissé au PSU, celui de la valeur sociale du travail non-marchand.

IV. Régionalisation

Devant les inquiétudes exprimées par les militants du PSU face au projet de « décentralisation » du PS, qui risque de consolider le pouvoir aux notables, le congrès estime que la Régionalisation est un des enjeux politiques des mois à venir.

La régionalisation c'est reconnaître aussi l'existence des peuples de France, leur droit d'auto-détermination, leurs aspirations à resaisir la maîtrise de leur espace, de leur vie, de leur culture et de leur langue.

Il est indispensable d'unir dans un même combat, la lutte culturelle, politique, institutionnelle et économique.

Pour mener à bien ce projet de société et répondre à la volonté de Vivre, Produire, Travailler, Décider au pays, il s'agit de mettre en place des institutions politiques économiques et financières qu'assurent le développement régional (autocentré) sous le contrôle des travailleurs et avec la participation active des populations. Notamment l'Assemblée Régionale élue au suffrage universel à la proportionnelle directe et un comité économique social et régional, dynamique représentant majoritairement les syndicats ouvriers et associations populaires.

Il s'agit pour les peuples et régions de France de revendiquer eux-mêmes sur le terrain à travers leur sensibilité et leur démarche particulière leur propre droit à la différence.

Etant donné les différences qui existent entre les différentes régions, la régionalisation ne se fera pas partout de la même façon. Il est donc urgent que les fédérations se mettent au travail pour rassembler les analyses sur les possibilités futures de leurs développements politique, économique et culturel (projet Alter...).

Les moyens que se donne le PSU doivent être en logique avec la décentralisation, la déhiérarchisation. Nous proposons une Conférence Nationale (avril-mai) préparée par une commission réunie au plus vite, d'ici un mois au

plus tard. Elle élaborera un questionnaire précis, pratique, qui sera diffusé par Courrier du PSU à tous les militants et militantes et aux Fédérations. Toutes les fédérations et régions devront faire connaître leurs positions au plus vite. Cela permettra d'avancer le travail de recherche puis de synthèse de ces propositions par la commission avant la conférence nationale. Des travaux de la Conférence nationale doit sortir une plaquette où seront analysées les propositions gouvernementales et exposées celles du PSU (si possible avant juillet). De toute façon un PSU-Doc devra sortir en septembre 82, ceci pour préparer la campagne des Régionales dans ce cadre là le PSU doit dès maintenant lancer une campagne nationale sur la proportionnelle.

V. Alternatives économiques alternatives énergétiques

Le Congrès rappelle les acquis du Parti depuis L'Utopie Réaliste sur les bases économiques de l'Alternative Auto-gestionnaire.

1. refus de la Nouvelle division internationale du travail,
2. Recherche de l'autosuffisance par région au plan hexagonal et par grandes régions du monde.

3. Nécessité pour arriver à cet objectif de recourir à un protectionisme sélectif : « Produire d'abord pour consommer ici ».

Le Congrès a constaté que le gouvernement ne va pas dans ce sens en alternant mesures keynesiennes et mesures libérales, se situant ainsi dans la perspective d'un monde de développement ni anti-capitaliste, ni anti-productiviste.

Le Congrès donne mandat au Bureau Politique et à la Direction pour relancer le travail de la Commission Economique (en liaison avec les militants rédacteurs des Projets Alter dans les Fédérations), afin de faire avancer la réflexion du Parti sur les points suivants :

— Processus de planification démocratique et notamment l'articulation entre planification nationale et régionale,

— Méthodologie de l'élaboration de l'alternative au plan régional et hexagonal économique (cf travail engagé par Ph. Courèges d'après le Projet Alter Français).

— Elaboration de « Plans Aller Industriels Hexagonaux », notamment pour ce qui concerne le textile et la sidérurgie.

En effet, il est impossible d'apporter une réponse à cette question à un plan strictement régional.

• A court terme

Pour créer des emplois utiles au pays, il faut des moyens.

Pour cela, il faut notamment rééquilibrer les masses financières dans les finances publiques.

C'est pourquoi le PSU doit travailler à la préparation d'un contre-budget de l'Etat et des Régions avec diminution du budget du Ministère de la Défense (prenant en compte l'abandon de la force de frappe, etc..) et suppression des investissements effectués dans l'électro-nucléaire, et réaffectation de ces crédits vers des créations « d'emplois utiles à la région », à commencer par les énergies renouvelables.

Ceci doit se traduire dès aujourd'hui :

— Par la mise au point des propositions concrètes du PSU dans le cadre du 8^e Plan (83/88), pour les plans régionaux,

COMMISSION



pour le plan national, allant jusqu'à des Contre-Plans du PSU et du mouvement autogestionnaire si nos propositions sont complètement écartées.

— Par la poursuite de la lutte contre la construction de centrales nucléaires, notamment sur les sites de Golfcch, Chooz, Le Pellaclin, Civaux : en exigeant l'application des promesses électorales du Parti Socialiste. Dans ce cadre, le PSU soutiendra la marche Maleville-Paris, qui doit avoir lieu du 28 mars au 14 avril 1982.

• *A plus long terme :*

Définir l'impact sur l'emploi et les mesures intermédiaires permettant la reconversion des industries « socialement inutiles » : armement d'exportation et nucléaire sur le modèle de travaux menés en Belgique, aux USA et en Grande-Bretagne par les travailleurs de Lucas Aerospace eux-mêmes.

VI. Non-alignement, Pologne

Le congrès constate la nécessité :

1. D'envisager prioritairement et de préciser au sein du PSU, les analyses économiques sur lesquelles peut s'appuyer notre argumentation en matière de désarmement, non alignement, antimilitarisation.
2. D'approfondir et d'expliquer les orientations des diverses forces politiques, et particulièrement la politique mitterrandiste, ressentie au niveau des déclarations d'intention, proche de celle de Reagan.
3. De faire au PSU une analyse globale de l'histoire des mouvements qui se retrouvent sur les termes de non-alignement et de neutralisme.

Ces travaux devront permettre d'impulser un type de campagne qui rompe avec l'exploitation malsaine de la peur, et d'orienter notre action et nos efforts vers la mobilisation d'un mouvement de masse sur des objectifs précis dans un cadre politique ambitieux affirmant notamment :

- la solidarité des peuples,
- le refus de la politique des blocs,
- le droit à l'autodétermination,
- la dénucléarisation du bassin méditerranéen,
- la solidarité de tous les peuples européens de part et d'autre du rideau de fer, dans la perspective de la construction d'une Europe non-alignée dans l'optique d'un nouveau rapport Nord-Sud (CODENE).

Motion texte E

Le Congrès estime que pour que le bureau soit efficace, il doit refléter dans sa composition la grande majorité du parti.

Ceci est possible dans la mesure où un courant minoritaire dans le parti ne revendique pas 50% du B.P.

Pour : 2 269

Contre : 2 548

Motion texte B

Le texte B demande à être représenté au BP par un camarade hors courant qui y siègera avec la plénitude de ses

la rédaction d'un PSU-Doc autour de ces thèmes constituerait un outil de travail militant et intéressant, qui permettrait notamment de participer avec un matériel autonome du PSU à des campagnes unitaires.

L'analyse de la situation polonaise s'insère complètement dans le débat évoqué précédemment : le pouvoir polonais n'aurait pu résister à la force de Solidarité si la Pologne n'était pas intégrée au bloc soviétique.

Une analyse plus fine de la situation polonaise devra prendre en considération les points suivants :

— Il convient d'analyser certaines réactions de forces politiques diverses en France, s'abritant derrière le langage diplomatique, la non-ingérence dans des affaires ne seraient que polonaises (!), la légitimité du retour à l'ordre pour urgence économique, avec en toile de fond l'ombre de Yalta.

— Le rôle joué par l'église polonaise.

Concrètement que peut-on faire par rapport à la Pologne ? il convient :

1. De distinguer les actions d'urgence des actions à long-terme,

2. De considérer ce que représente la force du PSU parmi les soutiens de Solidarité. Ces deux préalables nous conduisent à indiquer :

— toutes les initiatives doivent être prises :

. en commun,

. avec la coordination de Solidarité France en exil,

. avec la coordination des organisations de la gauche, syndicales et politiques, qui devra se reproduire aux niveaux local et régional.

. avec notre propre matériel.

Il s'agit de construire des collectifs unitaires et non des comités de base (on ne réduit pas à l'état de comités un mouvement de masse !).

— Organiser des collectes dont le fruit sera versé à la coordination de France en exil et qui servira notamment à créer une agence de presse capable de contrecarrer certaines intoxications par la désinformation.

— Organiser des comités de parrainage au sein des municipalités, chargés notamment de faire en sorte que ne se produise pas l'isolement du problème polonais (ce qui donnerait lieu à des récupérations plus ou moins troubles). Il paraît important de souligner que le PSU défend les libertés partout où elles sont attaquées (Afghanistan, Turquie, Amérique Latine, Maroc, Tunisie, Palestine...).

droits afin d'y représenter sa méthode de travail.

Motion texte B

Le Congrès du PSU constate que l'activité militante du parti s'est reflétée dans les travaux des commissions. Les propositions des commissions retenues par le Congrès ne doivent pas rester lettre morte. C'est pourquoi le Congrès décide que ses propositions soient reprises dans un manifeste public qui sera la base de notre activité dans les deux ans à venir.

Ce manifeste sera rédigé sous la responsabilité de la DP afin que tous les «courants» puissent y collaborer.

COMMISSION

**Motion texte A**

La Commission des Résolutions propose au Congrès que le Bureau Politique soit l'émanation de la majorité qui sortira du vote de la motion d'orientation du Congrès sur la base d'un accord politique conclu.

Pour : 16 Contre : 3 Abstentions : 2 NPP V : 5

Tenir pour demain...

Les délégués sur l'orientation A du Congrès de Nantes ont décidé de ne pas participer au BP dans les conditions prises par les camarades de la majorité. En effet, comme nous l'avons exprimé dans le débat, le contrôle de fait du

B.P. par le texte E nous paraît inquiétant compte-tenu des options défendues par ce courant. La participation de 1 ou 2 représentants de la minorité à une telle structure — proposition entérinée par la majorité E + C — nous aurait cantonné à un rôle de potiche. Autant donc clarifier la situation. Nous entendons bien renforcer notre investissement pour l'animation des sections, fédérations, secteurs et de la D.P. Dans les mois qui viennent il s'agira de construire le PSU et d'y défendre une orientation qui a regroupé 40% des mandats du congrès, de tenir pour demain.

J.J. Boislaroussie
ex. membre du BP
Orientation A

Déclaration

A l'issue du Congrès, force est de nous interroger sur son déroulement et ses résultats. Militants du PSU, nous sommes inquiets.

Le débat qui s'est déroulé a mis en lumière des orientations et des positions différentes, mais aussi le choix des militants a été empoisonné par des pressions, des problèmes de pouvoir qui ont souvent confiné à un chantage pur et simple.

Alors qu'une majorité de militants a exprimé par ses votes A, B, C, D, sa volonté de rompre avec les pratiques et la politique pour le moins zig-zagante du passé, alors qu'une majorité de militants a refusé : « le système présidentiel (qui), nous l'avons suffisamment dénoncé, introduit une personnalisation du pouvoir que certains d'entre nous ont trouvé excessive et d'autres inévitables » (texte C) ; un accord de circonstance, pour le moins laborieux est intervenu entre les représentants des Courants C et E sur les positions du texte E.

Ainsi, malgré la volonté exprimée par de nombreux militants, un courant minoritaire s'est assuré la majorité réelle au sein du BP et a imposé un(e) porte-parole et animatrice unique du parti dans des circonstances qui ne le justifient

nullement, aggravant ainsi le caractère présidentieliste de notre fonctionnement.

En tout état de cause, nous ne pensons pas, malgré les apparences, que les problèmes et la crise du PSU soient résolus.

Certains d'entre nous en tireront peut être la conclusion que le PSU n'est plus un outil pour le combat que nous avons mené depuis plusieurs années. Ce n'est pas l'attitude que nous adopterons.

Conscients que la gauche ouvrière et populaire peut encore (mais pour combien de temps ?) se retrouver dans le PSU, nous prendrons toutes nos responsabilités pour faire vivre les collectivités militantes du parti et prendre toute notre place dans le débat national pour faire barrage à une orientation autoritaire que nous jugeons contradictoire avec la nécessaire capacité d'autonomie politique du courant autogestionnaire vis à vis de la social-démocratie.

J. Forchantre (52), A. Friedman (13), P. Lemaire (92), O. Dessauw (36), G. Clouet (61), P. Olivier (37), R. Rival (94), Drouot (52), Perrot (37), Dubois (52), R. Schulbaum (52), S. Vaysse (94), Droulez (59), Van de Wiele (59), J. Maso (38), M. Gicquel (49), T. Martin (93), Daviller (88).

Secrétariat National

- *Secrétaire Nationale* : Huguette Bouchardeau.
- *Secrétariat national, chargé de l'animation et de la représentation extérieure du parti* : J. Arnol, H. Bouchardeau, S. Depaquit, J.J. Mabilat, B. Ravenel, J. Salvator.

Bureau Politique

J. Arnol (75), H. Bouchardeau (42), C. Caroz (91), S. Depaquit (75), M. Gresset (75), J. Laïk (91), D. Lambert (75), M.P. Lauret (78), V. Leduc (75), J.J. Mabilat (91), J.P. Malplat (75), A. Massip (75), B. Ravenel (75), M. Relandeau (75), A. Riedacker (54), J. Salvator (93), M. Sonder (95).

**Liste de la
Commission statutaire**

- *Courant A*
Christian Marion (75), Françoise Grosbois (77), Josette Boisgibault (83).
- *Courant B*
Georges Gauquelin (13).
- *Courant C*
Henri Mermé (75), Guy Philippon (75), Gérard Desbois (94), Michel Gruber (91).
- *Courant D*
Jean Pierre Beaud (75), Patrick Debacker (75).
- *Courant E*
Jean Arthuys (91), Daniel Ferrand (93), Baudoin Rochebrune (41), Roger Barralis (75), Maurice Riondel (94), Chantal Labat-Gest (75).

COMMISSION



Liste de la Direction Politique

• *Courant A*

Marie-Hélène Le Roux (Bretagne), Monique Deydier (63), Denise Montpeysen (Midi-Pyrénées), Jean-François Pelissier (13), Martial Olivier (25/90), Jean-Louis Peyron (44), Gabriel Granier (92), François-Xavier Flores (93), Marie-Françoise Pirot (75), Josette Gosselin (75), Jean-Jacques Boislaroussie (75), Didier Claude (75).

• *Courant B*

Marie Clerc (24), Lannig Le Dilosquer (Bretagne), Norbert Meyer (67/68), Robert Picq (18/58), Blandine Pien (27/76), Roger Meyer (83).

• *Courant C*

Jeanne Brunshwig (75), Patrick Audidier (86), Frey (54), Philippe Canihac (Midi-Pyrénées), Vincent Comparât (38), Suzanne Chevalier (75), Bernard Chaouat (91), Claude Colombier (78), Jacques Font (75), Victor Leduc (75), Bernard Ravenel (75), Jean-Jacques Mabilat (91), Arnaud Massip (75), Pierrot Régnier (92), Marie-Paule Taraud (41), Jacques Salavator (93), Ghillaine Margueritte (Bretagne).

• *Courant D*

Robert Rival (06), Jean-Pierre Lemaire (92), Olivier Des-sauw (36), Thierry Martin (93), Gérard Ciouet (61), Serge Vaysse (94), Sébastien Le Balp (49), J.L. Van de Wiele (59), Marie-Thérèse Drouot (52).

• *Courant E*

A. Arnol-DTzzia (75), Bachelet (27/76), H. Bouchardeau (42), T. Clerc (93), M. Autin (42), M. Gresset (75), Huchot (57), C. Cadena (75), D. Lambert (75), M.P. Laurel (78), G. Lopez (66), Sauvage (94), C. Saint-Antonin (69), J. Arnol (75), C. Caroz (91), D. Chamonin (92), Charpentier (59), Debrache (87), S. Depaquit (75), Guidet (Bretagne), Magnin (25/90), J.P. Malplat (75), Reviller (08), A. Riedacker (54), Sorel (94), Terrier (69).

Compte rendu du Bureau Politique du 21 Décembre 1981

Présents : Bouchardeau, Depaquit, Ravenel, Arnol, Mabilat, Relandeau, Sonder, Salvator, Leduc, Gresset, Lam-

bert, Riedacker, Malplat, Laïk, Carroz, Massip.

Excusés : Lauret, Le Dilosquer.

le BP invite *B. Chaouat*, responsable à la Presse, à assister régulièrement aux réunions de bureau. Geneviève Leprieur aussi, continuera à assister aux réunions de bureau, pour les liens avec le secrétariat et le travail quotidien du parti.

1. Organisation et fonctionnement du Bureau Politique

Le Bureau discute de son organisation et du plan de travail à proposer au parti à la suite du Congrès. Un groupe composé de *J.J. Mabilat, J.P. Malplat, M. Relandeau, M. Gresset, A. Riedacker et J. Laïk* préparera une série de rapports en ce sens à tous les bureaux suivants pour arriver à un rapport définitif à la Direction Politique des 16 et 17 janvier 1982.

2. Pologne

Un appel est lancé par les 5 organisations : PS, PSU, MRG, FEN, CFDT. Il est reproduit dans Tribune Socialiste.

Un tract national sera disponible 9 rue Borromée, à partir du mardi 22 au soir. Une fiche d'explication et de documents a été adoptée au Congrès. Elle sera transmise par Tribune Socialiste. Une affiche sera disponible à partir du Lundi 28 décembre.

3. Elections partielles

Nous aurons un candidat sur la 2^e circonscription de Paris, et une campagne de meetings communs sur la 12^e circonscription où Stellio Farandjis admet des interventions du PSU dans chaque réunion, un candidat aussi dans la Marne.

En Seine et Marne (Provins), la fédération n'a pas encore pris de décision.

4. Ordre du Jour de la D.P.

1. Débat sur la situation politique nationale et internationale, H. Bouchardeau, B. Ravenel.
2. Reprise des conclusions et rédaction du manifeste, C. Carroz-
3. Elections cantonales de Mars 1982, J.J. Mabilat.
4. Organisation du travail de la DP. Constitution des différents groupes de travail. Calendrier des réunions nationales du parti pour 1982, M. Gresset.

5. Désarmement

Une manifestation de « 6 heures contre la guerre nucléaire » aura lieu à La Mutualité le 1er février 1982, avec 25 organisations qui ont signé l'appel du CO.DE.NE. Les formes de mobilisation seront décidées dans les jours qui viennent.

COMMISSION



Structures Position B adoptée par le Congrès

La DP est formée de 50 délégués et 50 suppléants des fédérations de base (régions, fédérations ou groupements de fédérations) à la proportionnelle de leurs adhérents (selon un quota fixé par la DP). Ils sont révocables à tout moment par les instances qui les ont élus et remplaçables par elles, Ils indiquent sur quel texte d'orientation ils se situent.

D'autre part, 20 membres et leurs suppléants sont élus directement par le Congrès pour obtenir une DP proportionnelle au vote de prise en considération des textes d'orientation.

Lors de votes sur des points importants, inscrits au moins quinze jours à l'avance à l'ordre du jour, les délégués des fédérations pourront voter par mandats.

Rapport de la Commission statutaire

Nota : Le Président étant chargé de communiquer un rapport pour publication au « Courrier ». Il demande au Congrès de l'excuser de l'avoir fait en retard ce qui a empêché sa publication.

Question disciplinaire

Des fonds destinés à un secteur du Parti ont servi à un autre usage ; la Commission Statutaire saisie, n'a pas jugé qu'il était utile de prononcer une sanction.

Modification des Statuts

Positions de la Commission Statutaire parues dans Tribune Socialiste Hebdo, avant la tenue des réunions en vue du Congrès.

Contrôles financiers

La Commission Statutaire, a constaté la poursuite des progrès dans la tenue des comptabilités et du sérieux dans la gestion du Parti, et de ses sociétés. Elle a donné quitus.

Toutefois la Commission Statutaire souhaiterait qu'une Commission administrative soit dotée de plus de pouvoir et qu'elle rende compte régulièrement à la DP (ou au BP).

Enfin, la Commission Statutaire souhaite que l'administration et la gestion de la SNPP soient renforcées.

Le Président
Jean ARTHUYS
